

Nicole Bricq, une spécialiste des finances publiques, à l'écologie

Le Monde.fr | 16.05.2012

Par Claire Guélaud

Elle n'a pas la présence physique d'un Jérôme Cahuzac, ni son côté fort en gueule. Mais il ne faut pas s'y tromper : sous son apparence frêle et menue, Nicole Bricq cache des trésors de ténacité et une volonté de fer.

A bientôt 65 ans, elle a été nommée, de manière inattendue, ministre de l'écologie et du développement durable. Cette fille d'agriculteurs, socialiste modérée (hollandaise) et féministe, ne s'en laisse compter par personne. Elue sénatrice de la Seine-et-Marne le 26 septembre 2004, elle s'est imposée dans ce monde d'hommes qu'est la commission des finances du palais de Luxembourg par la qualité de son travail et par sa capacité à apprivoiser les sujets économiques ou fiscaux les plus larges comme les plus pointus. C'est ce qui lui a valu la reconnaissance de ses pairs et lui a permis de succéder à Philippe Marini comme rapporteur général de la commission des finances d'un Sénat qui avait basculé à gauche.

Valérie Pécresse, dernier ministre du budget de Nicolas Sarkozy, eut souvent affaire à elle sur les lois de finances, bien sûr, mais aussi sur l'évasion fiscale ou sur le programme de stabilité. Et la ministre n'eut pas toujours, loin s'en faut, le dernier mot ! Titulaire d'une licence de droit, Mme Bricq a été conseillère technique en charge des relations avec le Parlement et les élus dans les cabinets de Jean-Pierre Chevènement (1988-1990) et de Ségolène Royal (1992-1993).

Elle a par ailleurs dirigé le cabinet du président du syndicat de l'agglomération nouvelle de Marne-La-Vallée-Val-Maubuée et exercé diverses fonctions d'élue locale (conseillère municipale de Meaux, conseillère régionale d'Ile-de-France...). Elle fut aussi conseiller spécial au cabinet de Jean-Paul Huchon et député socialiste de Seine-et-Marne entre 1997 et 2002.

Cécile Duflot, une écolo aux territoires et au logement

Le Monde.fr | 16.05.2012

Promesse tenue. Cécile Duflot est une des seules, avec Jean-Marc Ayrault, à avoir eu la quasi certitude, quelques jours avant la présentation du gouvernement, d'en « être ». Elle est nommée ministre de l'égalité des territoires et du logement. Belle consécration pour cette combative jeune femme de 37 ans, patronne des écologistes depuis 2006, mais élue dans les instances dirigeantes des Verts dès l'âge de 27 ans.

Cette redoutable politique - qui joue la proximité sur Twitter, évoquant volontiers les problèmes de société, le quotidien et la vie en général - est capable en interne d'avoir parfois un comportement de pure apparatchik, ce qui ne l'a pas empêchée d'être élue assez largement à son poste, voire triomphalement, comme on a pu le voir en juin 2011 lors du congrès de La Rochelle où elle obtint plus de 90 % des suffrages.

"RINGARDISER LES BARONS SOCIALISTES"

Ses collaborateurs rêvent de la voir « ringardiser les barons socialistes ». Cette envie de faire valoir sa singularité pourrait être un piège pour Cécile Duflot, que ne rebute pas les « coups de gueule » et les actions spectaculaires, comme en 2005, lorsqu'elle s'est baignée dans la Seine à Paris pour dénoncer la pollution des rivières françaises et rappeler à Jacques Chirac la promesse qu'il avait formulée lorsqu'il était maire de Paris d'effectuer cette même baignade.

Engagée dans les milieux associatifs dans sa jeunesse (Ligue de Protection des Oiseaux, Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées), cette urbaniste de profession, titulaire d'un DEA de géographie, diplômée de l'Essec, ne devrait guère avoir de difficulté à être élue députée le 17 juin prochain, et donc à conserver ultérieurement son poste ministériel. La circonscription parisienne que lui a réservé l'accord signé entre le PS et EELV en novembre 2011 est en effet considérée comme un des plus à gauche de France. On lui prête des ambitions pour les municipales de 2014 dans la capitale.

Cécile Duflot hérite du Logement et de l'Égalité des territoires

Par Marie Bellan et Julie Chauveau | 16/05

C'est l'une des surprises de ce gouvernement. On l'attendait dans un ministère de l'Environnement, Cécile Duflot hérite finalement du Logement et de l'Égalité des territoires. Jean-Marc Ayrault a peut-être craint de nommer la patronne des Verts sur un ministère où les sujets de discordes avec les écologistes sont nombreux. En commençant par l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, mais aussi le calendrier de sortie du nucléaire ou encore le blocage des prix de l'essence.

Sur le logement, la collaboration sera plus facile car l'une des mesures phares défendues sur ce point par François Hollande -le blocage des prix des loyers -figurait en très bonne place dans le programme d'Eva Joly. Cécile Duflot est en outre urbaniste de profession. Les débats avec les acteurs de la filière du logement, promoteurs immobiliers entreprises du bâtiment et propriétaires immobiliers s'annoncent en revanche plus difficiles.

« *Je ne suis pas une rebelle absolue, mais je prendrais le RER même si j'étais ministre* ». C'était ce que déclarait Cécile Duflot il y a encore quelques semaines. On verra si la nouvelle ministre diplômée de l'Essec tient parole, mais au-delà de l'anecdote, cette phrase montre que l'idée de faire partie du gouvernement était déjà ancienne pour la patronne des Verts qui devra faire preuve d'imagination pour faire vivre la notion « *d'égalité des territoires* ». François Hollande avait promis la création de ce ministère le 16 mars à l'occasion d'un déplacement d'une journée dans les quartiers.

A la tête d'Europe-Ecologie Les-Verts depuis mai 2011

Avec François Lamy, maire de Palaiseau, délégué à la Ville, elle devra gérer les questions liées à la rénovation des quartiers, des zones urbaines sensibles ou un tiers des habitants vit en dessous du seuil de pauvreté. Elle devra aussi avoir une vision plus transversale incluant les territoires ruraux. « *J'ai décidé que priorité sera accordée aux écoles des quartiers populaires et à celles de certaines zones rurales* » a martelé François Hollande en rendant hommage à Jules Ferry.

Si elle se dit insensible aux attributs du pouvoir, Cécile Duflot est une personne tenace qui n'a jamais reculé devant la prise de responsabilités. A la tête d'Europe-Ecologie Les-Verts depuis sa création en mai 2011 (et avant cela secrétaire national des Verts depuis 2008), elle a réussi plusieurs défis : unifier les deux mouvements en vue de la bataille des européennes, dans laquelle EELV a remporté un beau succès (16,3 % au niveau national), mettre un peu de discipline dans un parti qui en manquait cruellement, et obtenir un groupe parlementaire au Sénat. Elle devra user de son talent de diplomate pour gérer la déception des élus qui avaient rêvé d'un grand ministère de l'égalité territoriale placé directement sous la tutelle de Matignon, capable de mobiliser l'ensemble des ministères.

Une vraie stratégie politique

Au moment de sa réélection à la tête du parti en mai 2011 (pour son troisième mandat successif), elle a obtenu, face à Daniel Cohn-Bendit, plus de 50 % des suffrages dès le premier tour. Un succès qui montre qu'elle a le parti bien en main et qu'à 37 ans à peine, Cécile Duflot est une vraie stratégie politique. C'est sa principale qualité, mais aussi son principal défaut selon ses détracteurs, qui critiquent son côté « *apparatchik* » et son habitude de ne reculer devant rien pour obtenir ce qu'elle veut. Le fait d'être candidate aux législatives dans la 6e circonscription de Paris, à la place de l'actuelle députée socialiste Danièle Hoffman-Rispal qui sera finalement sa suppléante, a par exemple fait grincer bien des dents. Reste que la mutation du mouvement écologiste sous sa direction a été incontestable.

François Lamy, un proche d'Aubry ministre délégué chargé de la ville

Le Monde.fr | 16.05.2012

Député de la sixième circonscription de l'Essonne, maire de Palaiseau et président de la communauté d'agglomération du plateau de Saclay, François Lamy est un proche de Martine Aubry, dont il a été le conseiller politique à la direction nationale du PS. Membre actif de la campagne de François Hollande, il a été nommé ministre délégué chargé de la ville, mercredi 16 mai.

Ancien animateur de centre de loisirs à Palaiseau, puis instituteur, il est nommé en 1988 chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'enseignement, précise-t-il sur son blog. En 1991, il est chargé de mission auprès du président de la commission des lois à l'Assemblée nationale.

François Lamy est un spécialiste des questions internationales. Président du groupe d'amitié Bosnie-Herzégovine, il est également membre de la Commission de la défense de l'Assemblée nationale depuis 1997. A ce titre, il a été rapporteur au nom de la Commission de la défense du budget des affaires étrangères. Il a également été secrétaire national du PS chargé des questions de défense.

Le 14 décembre 2011, il est nommé secrétaire de la commission d'enquête relative aux modalités, au financement et à l'impact sur l'environnement du projet de rénovation du réseau express régional d'Ile-de-France.

François Lamy : le bras droit de Martine Aubry ministre délégué chargé de la Ville

Par Dominique Malécot | 16/05

Le député maire de Palaiseau a su montrer une véritable capacité à donner du pouvoir aux élus locaux confrontés à une politique nationale.

C'est un proche de Martine Aubry qui a été nommé ce mercredi soir ministre délégué chargé de la Ville. Un homme d'appareil aussi. François Lamy connaît tous les rouages du Parti socialiste pour avoir été chargé des investitures lors des dernières élections sénatoriales. A cette tâche, le député maire de Palaiseau (Essonne) ne s'est pas fait que des amis, notamment en Essonne pour avoir permis au Vert Jean-Vincent Placé de devenir sénateur.

Animateur socioculturel puis instituteur, jusqu'en 1985, deux ans après être entré au conseil municipal de Palaiseau, cet amateur de cigarillos a notamment été chargé du cadre de vie au Parti socialiste avant d'occuper diverses fonctions au sein de ministères, entre-autres comme chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique Robert Chapuis, conseiller technique du secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement Martin Malvy ou au ministère du Budget en 1992.

Débloquer le dossier du Plateau de Saclay

Ces dernières années, comme élu local, il n'a pas hésité à s'impliquer aux côtés du secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale Christian Blanc pour débloquer le dossier du Plateau de Saclay auprès des élus de son camp qui s'opposaient à tout projet. « *Il faut bien faire quelque chose pour ce territoire* », expliquait-il alors. Peu payé en retour, il n'a pas exemple pas obtenu que la riche zone de Courtaboeuf soit rattachée à la Communauté d'agglomération du Plateau de Saclay ou le financement de transports publics, il s'est ensuite engagé dans un bras de fer avec le gouvernement pour que ses vues soient prises en considération. Au point de contraindre l'Etablissement public de Paris Saclay à de véritables contorsions avec la loi pour que les élus locaux aient une place plus large dans les processus décisionnels.

Une capacité à « faire bouger les lignes » qui sera un atout au ministère de la Ville qui ne peut appliquer une politique nationale sans l'appui des élus locaux.

Frédéric Cuvillier, ministre délégué aux transports et à l'économie maritime

Le Monde.fr avec AFP | 16.05.2012

Le socialiste Frédéric Cuvillier, 43 ans, nommé mercredi 16 mai ministre délégué aux transports et à l'économie maritime dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, est actuellement député et maire de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Il est considéré comme un proche de François Hollande, qu'il a soutenu pendant la campagne de la primaire et avec lequel il a cosigné *Le Défi maritime français*.

Né le 9 décembre 1968 à Boulogne-sur-Mer, M. Cuvillier est député depuis 2007 dans la 5e circonscription du Pas-de-Calais. Membre du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il est membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Titulaire d'un doctorat en sciences juridiques et politiques, il intègre le PS en 1984. Assistant parlementaire de l'ancien maire de Boulogne-sur-Mer et ancien ministre de la mer, Guy Lengagne, entre 1989 et 1993, il devient ensuite secrétaire de la section socialiste de Boulogne-sur-Mer.

En 1995, il est exclu du PS pour avoir soutenu M. Lengagne qui se représentait aux municipales face au candidat soutenu par le parti, Dominique Dupilet. Après la réélection de M. Lengagne au cours d'une municipale partielle en 1996, il devient son adjoint. Il est élu maire en 2002 après avoir été réintégré dans le PS. De 2001 à 2008, il occupe également le poste de président de la communauté d'agglomération du Boulonnais.

En 2004, il est élu conseiller général du Pas-de-Calais, fonction qu'il occupe jusqu'à son accession à la députation en 2007.

Statut des cheminots, Ecotaxe pour les poids lourds

Au ministère des Transports, il lui faudra notamment trancher pour ou contre l'évolution du statut des cheminots, mettre en place l'Ecotaxe pour les poids lourds ou encore poursuivre d'importants dossiers dans le maritime : sortir du flou dans lequel son prédécesseur Thierry Mariani a laissé la convention collective des professions portuaires notamment pour les salariés des « Grands Ports Maritimes » ou encore les normes sur les émissions polluantes des navires.

Dominique Malécot